

Déclaration de M. Jacques Chirac, Président de la République et candidat à l'élection présidentielle 2002, sur les violences antisémites, et ses propositions notamment en matière de sécurité et d'insertion professionnelle des jeunes, Bordeaux, le 3 avril 2002.

Chers amis de Bordeaux, d'Aquitaine et de Midi-Pyrénées,

Cher Alain Juppé,

Cher Philippe Douste-Blazy,

Les Bordelais sont fiers de leur ville, et ils ont raison.

Bordeaux, c'est l'unité et l'harmonie. C'est un patrimoine prestigieux. C'est un rayonnement intellectuel et culturel. Et c'est aussi le coeur de l'Aquitaine, grande et belle province de France, riche de son histoire, forte de ses équilibres, plus que jamais tournée vers l'avenir.

Bordeaux, ville de tous les contrastes. On y respire le parfum des vignes et l'air de l'océan.

L'amour des terroirs et l'attrait du grand large. S'y développent le négoce, l'industrie, la viticulture, mais aussi, de temps immémoriaux, l'amour de la chose publique, le goût du débat, une certaine vision de la politique, pétrie de sagesse, ouverte, équilibrée, à l'ombre de Montaigne et de Montesquieu.

C'est une grande joie pour moi de venir à Bordeaux.

C'est une joie de retrouver des amis, au premier rang desquels Alain Juppé.

C'est une joie de vous rencontrer, de m'adresser à vous, alors qu'est lancé le grand débat national de l'élection présidentielle.

Voici un nouveau temps de la Nation.

La Nation française est une force en action, une volonté en mouvement.

Elle puise son élan dans l'histoire, l'histoire qu'elle façonne et qui l'a façonnée.

Cent fois, elle aurait pu se séparer, se défaire, se dissocier. Cent fois, elle s'est déchirée contre elle-même. Mais plus fort que tout, il y a en nous une volonté qui nous dépasse, la volonté de vivre ensemble, d'être et d'agir ensemble. La volonté de forger un destin commun. Le sentiment, peut-être, du privilège que nous avons en partage, celui d'être français, héritiers de tant de combats, enracinés dans une terre riche, belle et que nous aimons.

Au-delà des changements profonds qui sans cesse, ont renouvelé notre identité, au delà des apports successifs qui nous ont enrichis, et que toujours nous avons su assimiler, la Nation française traverse les siècles, fidèle à elle-même, vivante, tournée vers l'avenir, conquérante.

A la croisée de toutes les routes d'Europe, ouverte sur le monde par les mers et les océans, terre rêvée de la douceur de vivre, si longtemps convoitée, et par tant de puissances, terre d'accueil, généreuse, hospitalière, la France a naturellement inscrit le respect des autres cultures au cœur de sa propre culture.

La France a une âme, une personnalité, une vie, un mystère qui la distinguent des autres nations et qui, en même temps, la rendent proche de tous les hommes, de tous les peuples, de toutes les civilisations.

Notre capacité d'ouverture et d'intégration, notre identification aux valeurs universelles

d'humanisme et de liberté, sont plus que jamais la source de notre vitalité et font notre force. La Nation n'est pas seulement notre héritage, elle est aussi notre avenir. Lien vivant entre tous les Français, elle garantit nos libertés. Elle nous protège contre les risques et rend accessible l'égalité des chances. Elle soutient les initiatives, élargit le champ du possible et accroît notre capacité de réussite.

La Nation respecte toutes les différences et leur offre un cadre protecteur où chacun peut exprimer sa liberté. Mais elle n'est pas une addition d'individus, de régions, de communautés ou d'intérêts. Elle est tissée de tout ce que nous mettons en commun en rassemblant le meilleur de nous-mêmes et en laissant de côté ce qui nous sépare ou nous oppose.

Vouloir vivre ensemble, c'est ainsi, plus que par la naissance, la langue, le sol ou l'histoire, que se définit l'appartenance à notre Nation. Cette appartenance, où se mêlent sentiment et nécessité, crée des droits mais elle implique aussi des règles communes, le respect des autres, une obligation de tolérance, sans lesquels notre cohésion serait mise à mal.

Et dans un monde en proie à tant de tourments et de tensions qui se propagent en ondes de choc jusqu'au cœur de nos sociétés, dans une Europe bientôt élargie aux dimensions du continent, mais qui réclamera, plus que jamais, la convergence de volontés nationales puissantes pour forger sa propre volonté, nous avons besoin de la Nation, de notre Nation. Pourvu qu'elle reste unie et rassemblée, elle pourra défendre ses intérêts, faire partager ses valeurs et contribuer à faire progresser la cause de la paix, le combat de la démocratie et l'ambition d'un développement durable pour tous les peuples.

La Nation française est pour chacun d'entre nous un point d'ancrage et elle doit être pour les autres un repère.

Mes chers Amis, j'ai confiance dans notre avenir, j'ai confiance en la Nation, je reconnais en elle le souffle qui nous porte, j'ai éprouvé sa puissance et son ambition, je sais sa volonté d'être, de vivre et d'agir.

Nous vivons un temps fort de notre démocratie.

C'est le temps de l'écoute et de la réflexion partagée.

C'est le temps de la proposition politique et de la réponse des Français.

C'est le temps de l'espoir et de la volonté.

C'est le temps de l'action.

Nous sommes de nouveau à un moment de notre vie nationale qui rend possibles de vrais choix, des décisions et des réformes.

Nous vivons en effet la première élection nationale du 21^{ème} siècle, avec ses nouveaux enjeux, ses nouveaux défis. Echanges entre les économies et les cultures. Omniprésence des nouvelles technologies. Avancées de la science. Menaces qui pèsent sur l'environnement.

Face à toutes ces mutations, comment se situe le modèle français, fruit de notre histoire, de notre culture, de notre tempérament ? Comment le faire évoluer pour renforcer nos solidarités et libérer l'esprit de conquête ? Comment défendre efficacement à l'extérieur de nos frontières, les droits de l'homme, la diversité culturelle, les exigences de l'environnement et de la solidarité internationale, en bref, une certaine idée du monde ?

Nous vivons aussi la première élection nationale après le passage réussi à l'euro. Une réussite dont les Français peuvent être fiers, car ils l'ont obtenue par leur travail, leurs efforts, leur sens de l'adaptation. L'euro préfigure de nouvelles avancées politiques, économiques et sociales. Les nations européennes sont engagées dans une extraordinaire aventure collective. Comment faire pour que la France, conformément à son histoire et à ses multiples atouts, soit le moteur d'une Europe plus ambitieuse, plus généreuse, plus citoyenne, plus puissante ?

Enfin, cette élection présidentielle intervient à un moment où les Français s'interrogent de plus en plus sur leurs conditions de vie, sur le lien social qui unit notre nation, sur le respect des personnes et sur le respect des règles et des valeurs qui fondent notre République.

La France n'est pas et ne sera jamais une juxtaposition de communautés. Je ne l'accepterai pas. Je n'accepterai pas non plus que des conflits extérieurs dressent sur notre sol des Français contre des Français. Pas plus que je n'accepterai que des Français puissent se sentir menacés en raison

de leurs origines, de leur convictions ou de leur religion.

Dans notre pays, terre de laïcité, la liberté de conscience, la liberté religieuse, la liberté de pensée sont des valeurs cardinales. Elles ne peuvent laisser aucune place au racisme, à l'antisémitisme, à la xénophobie.

Des actes inacceptables ont été commis contre des personnes, des biens, des symboles juifs et même des lieux de cultes juifs. Ces actes contre la sécurité et la dignité de la communauté juive de France sont intolérables. Je les condamne avec la plus grande fermeté. Leurs responsables doivent être recherchés et punis sévèrement.

Ces événements doivent nous conduire à un surcroît d'exigence et d'engagement dans l'affirmation des valeurs de la République.

Aujourd'hui, solennellement, j'appelle chacun à la vigilance.

J'appelle chacun au respect de l'autre, au dialogue et à la tolérance.

J'appelle chacun à s'engager résolument pour préserver, défendre et renforcer cet héritage précieux qui fonde notre nation, notre communauté de destin.

Il est temps que notre devise républicaine retrouve toute sa portée.

Comment faire vivre notre idéal d'égalité des chances et notre passion de la liberté ? Comment redonner vitalité et force à notre fraternité ?

Voilà les grandes questions qui se posent aujourd'hui.

Elles appellent des réponses fortes. Elles appellent un élan collectif. Elles appellent une autre politique pour la France afin que nous soyons fiers de notre pays. Fiers de nos réalisations. Fiers de nos réformes. Fiers de notre rayonnement et de notre influence en Europe et dans le monde. Ensemble, nous devons renouer le lien social, faire vivre un pacte de solidarité et de sécurité au bénéfice de tous les Français.

Ensemble, nous devons jouer la carte de l'énergie, de l'intelligence, de la liberté.

Voilà ce que je veux faire et pour cela, mes Amis, je compte sur vous.

Il ne peut y avoir ni solidarité ni dynamisme sans sécurité. La sécurité est un préalable à la confiance, à l'initiative, à l'expression des énergies de toutes nos forces vives.

La vocation première de toute société, le premier devoir de toute nation, c'est d'assurer la sécurité de chacun de ses membres. En sachant se montrer ferme, la République ne fera qu'être fidèle aux principes qu'elle proclame.

La situation actuelle est d'autant plus détériorée qu'aucune volonté politique ne s'est réellement appliquée à combattre l'insécurité.

Vous verrez qu'en faisant enfin appel à toutes les énergies de la nation, nous serons forts pour faire reculer la violence, que le mouvement s'enclenchera immédiatement et que, très vite, nous enregistrerons des résultats positifs et importants.

Les causes de l'insécurité sont multiples. L'échec scolaire. Le chômage. L'exclusion. La drogue. Les épreuves familiales. Un urbanisme inhumain et dégradé. Une société trop permissive, longtemps complaisante face à la violence. Le fatalisme, le sentiment de l'impuissance, le renoncement devant les responsabilités. Le recul de l'autorité. Une certaine confusion des valeurs. L'exaltation des seuls biens matériels dans une société qui n'a pas su faire reculer la pauvreté. Le refus de voir, de prendre toute la mesure des problèmes. Tout cela, c'est évident, a créé un terrain favorable à la violence.

S'y ajoute l'action de réseaux criminels organisés pour tous les trafics illicites, stupéfiants, objets volés, immigration clandestine, prostitution internationale. Ces réseaux ont fait main basse sur des quartiers entiers qu'ils mettent en coupe réglée.

Depuis cinq ans, le gouvernement ne s'est pas donné les moyens de combattre efficacement ce fléau. L'actuelle majorité, pour des raisons qui tiennent à sa culture, à son idéologie, à ses contradictions internes, n'a pas su prendre la mesure du problème. Elle n'a pas compris que la défaillance de l'autorité est à la racine de nos difficultés. Elle n'a pas compris non plus que la violence n'est pas seulement le fait d'agressions individuelles mais qu'elle est aussi le fruit d'activités mafieuses. Bref, mes chers Amis, elle n'a pas su, ni voulu agir.

Les conséquences sont là, et d'abord la banalisation de la violence.

Demain, ce n'est plus une obligation de moyens qui devra s'imposer au Gouvernement de la

France, mais une obligation de résultats.

Je le constate partout où je vais : il y a aujourd'hui une formidable aspiration à la tranquillité, à l'exercice des libertés, à la sécurité.

C'est l'attente de l'ensemble de la société, qui veut que l'Etat réaffirme son autorité et prenne ses responsabilités.

C'est l'attente des jeunes, qui sont confrontés, chaque jour, au racket, au trafic de drogue, aux agressions en tout genre.

C'est l'attente des Français issus de l'immigration ou des étrangers résidant en France, qui n'en peuvent plus des discriminations qu'entretiennent et développent ce climat de peur.

C'est l'attente de nos compatriotes les plus modestes, qui vivent dans des quartiers exposés et qui sont les premières victimes de l'insécurité.

Pour eux, pour vous tous, parce qu'il n'y a pas de fatalité de la violence, je m'engage à agir sans délai.

Je le dis très clairement. Si nous ne donnons pas un coup d'arrêt à la violence. Si nous ne mettons pas fin à l'engrenage de l'impunité, qui fait qu'une incivilité restée sans réponse appelle un délit, qui lui-même débouche sur des délits plus graves. Si nous continuons à vouloir tout expliquer et tout excuser, nous mettrons en danger notre cohésion nationale, les valeurs de notre République, et d'abord l'égalité des chances.

Humanité et autorité ne peuvent être séparés.

La prévention est essentielle. Donner aux enfants, dès le plus jeune âge, une éducation citoyenne. Soutenir les foyers en difficulté, notamment les mères en situation précaire qui élèvent seules leurs enfants et qui sont parfois débordées par les événements. Assurer un vrai suivi des familles en danger. Donner l'alerte aux services municipaux dès que commencent les comportements d'incivilité et d'agression, dans les établissements scolaires, dans les immeubles. Pouvoir ainsi intervenir préventivement avant que la situation ne se dégrade trop. Mobiliser toutes nos forces pour cette prévention : enseignants, agents sociaux, police, justice. Donner aux maires un rôle d'impulsion, celui de mobiliser et de coordonner tous les acteurs, dans le respect des compétences opérationnelles de la police et de la gendarmerie. Tout cela doit être fait.

Mais la prévention ne suffit pas. Il faut donner les signes forts d'un retour à l'autorité. Fixer des limites. Rendre certaine une sanction rapide, juste et adaptée. Que tous les délinquants soient mis en face de leurs responsabilités. Que chacun sache à quoi il s'expose. Ce n'est pas aider un jeune délinquant que de le laisser faire sans réagir et de l'entretenir ainsi dans l'illusion dangereuse de sa toute puissance. C'est au contraire l'encourager sur une voie où il ne peut récolter pour lui-même que violence et exclusion en semant autour de lui la peur, la souffrance et la peine.

Je veux que, dès cet été, deux lois de programme pour cinq ans donnent aux forces de l'ordre et à la justice les moyens d'agir efficacement. Une justice de proximité sera créée. Elle sera chargée, sur le terrain, dans le cadre de comparutions immédiates, de prononcer les premières peines dans l'échelle des sanctions. Elle rétablira la justice partout où l'on ne voit plus aujourd'hui que classement sans suite, sanctions tardives et peines non exécutées. Elle permettra aussi de rendre effective la réparation des dommages, une réparation réelle, qui ne se fait pas aujourd'hui.

Les jeunes multirécidivistes, les caïds, qui exercent une véritable emprise sur les autres, seront placés dans des centres désormais fermés. Ce n'est pas le cas des quelques centres existants aujourd'hui, ouverts à tous les vents, qui sont naturellement inefficaces.

Les centres fermés permettront d'éloigner immédiatement les auteurs de violences graves des quartiers où ils sévissent et d'entreprendre avec eux un travail d'éducation et d'insertion. Les vrais responsables ne sont pas si nombreux. Vous verrez qu'en se rendant maîtres des chefs de bande, on délivrera beaucoup de jeunes de leur influence néfaste.

Mais la lutte contre l'insécurité n'atteindra son plein effet que si l'Etat parvient non seulement à tenir en échec la délinquance d'agression mais aussi à démanteler les réseaux mafieux. Contre eux, je propose la mise en place, dans les régions, de groupements opérationnels d'intervention et de soutien, réunissant policiers, gendarmes, magistrats, douaniers et agents du fisc. Ils

passeront au crible les actions délictueuses de toute nature et conduiront des opérations ciblées pour ramener dans les cités la paix et la loi républicaine.

C'est ainsi que l'on rendra courage aux forces de l'ordre, policiers et gendarmes, qui prennent tant de risques et qui doivent être davantage soutenus et considérés.

C'est ainsi que l'on rendra courage à tous ceux qui déploient déjà toute leur énergie pour aider les jeunes et leur famille dans un travail de prévention souvent magnifique. Enseignants, éducateurs, travailleurs sociaux, bénévoles de tant d'associations, je les connais bien : ils expriment l'extraordinaire richesse humaine de tous ces quartiers dont on ne parle plus que pour dire la violence, mais qui sont autant de lieux où l'on aspire aussi et avant tout à pouvoir vivre heureux, en paix et en harmonie avec ses concitoyens. Toutes ces énergies positives qui rendent si vivante et si diverse notre nation, il faut cesser de les ignorer, il faut les redécouvrir, les reconnaître, les mobiliser.

Tendre la main. Aider. Responsabiliser. Mais aussi mettre fin à l'impunité. Apporter à chaque incivilité, à chaque violence, à chaque délit, une réponse adaptée, proportionnée à la faute.

Casser l'organisation de la délinquance autour de trafics illicites.

Voilà, mes chers Amis, mon engagement.

Une France rassurée, une France assurée d'elle-même et de ses valeurs, sera une France pleinement généreuse. La solidarité, comme la sécurité, fondent notre cohésion nationale. C'est l'honneur d'une société développée, d'une grande nation comme la nôtre, de donner toute sa force à l'idée de solidarité.

Solidarité avec les jeunes. A côté de ceux, de plus en plus nombreux, qui font des études qualifiantes, et qui n'ont aucun mal à trouver leur place, d'autres connaissent, à des degrés divers, des " galères ", qui peuvent les conduire jusqu'à l'extrême pauvreté.

En cinq ans, la part des jeunes n'a cessé d'augmenter parmi nos compatriotes les plus pauvres. Le projet d'une nation tournée vers l'avenir, ce n'est pas d'installer ces jeunes dans l'assistance, en leur proposant un RMI-jeunes. Je ne crois pas que beaucoup d'entre eux aspirent à cette fausse autonomie qui les rendrait dépendants de l'Etat plutôt que de leurs parents et ne leur donnerait ni travail ni perspectives. Si la nation veut de nouveau être portée par un élan qui est celui de la jeunesse, elle doit, au contraire, permettre à tous les jeunes de trouver des débouchés pour pouvoir prendre leur vie en main, s'accomplir, réussir.

Pour ceux qui sont dans la précarité, qui veulent réaliser un projet d'insertion, mais aussi pour les jeunes qui veulent s'investir dans la vie associative, ou dans l'action humanitaire, seront créés des Contrats d'Insertion dans la Vie Sociale. Ces contrats leur assureront, pendant une période donnée, les ressources nécessaires pour réaliser leurs projets.

D'autres jeunes ont simplement besoin qu'on leur mette le pied à l'étrier pour entrer dans l'entreprise. Pour eux sera créé, avec les entreprises, un droit aux formations en alternance, parce que chacun sait que c'est le meilleur moyen d'accéder à l'entreprise, et d'y rester. Enfin, pour les jeunes jusqu'à bac + 2, des contrats sans charges seront instaurés, afin d'inciter les employeurs à les embaucher. Voilà comment, concrètement, la nation peut aider les jeunes à aller vers l'emploi. Les vrais emplois-jeunes de demain seront des emplois en entreprise.

Solidarité avec les plus pauvres, toujours aussi nombreux car la croissance des quatre dernières années n'a pas fait reculer la misère. Contrairement à ce que les théoriciens socialistes imaginent, la croissance et la redistribution n'ont jamais dispensé d'agir plus spécifiquement contre la pauvreté. L'économie ne va pas spontanément chercher ceux qui restent sur le bord de la route.

C'est naturellement d'abord vers les jeunes diplômés et les travailleurs qualifiés que les entreprises se tournent. Pas vers les plus vulnérables. La pauvreté est un phénomène complexe.

Elle plonge souvent ses racines dans une histoire personnelle. On ne peut se contenter de l'observer avec des lunettes d'économiste. Face aux quatre millions de Français dans le dénuement, aux 300 000 personnes dans l'exclusion, on ne peut s'en tenir à des slogans.

Il faut établir un rapport de confiance, trouver des réponses adaptées à chacun.

Nos dispositifs d'accueil d'urgence sont aujourd'hui débordés. La première priorité est de rétablir leurs capacités d'action en traitant réellement et humainement la situation née de l'afflux des

demandeurs d'asile.

L'aide aux plus vulnérables doit être rendue plus efficace en créant, sur tout le territoire, des équipes mobiles de soins pour les maladies chroniques et un réseau de pensions de famille pour sortir les personnes en grande difficulté des structures d'urgence sociale et leur permettre de se réadapter à une vie autonome.

Combien de femmes et d'hommes pourraient, s'ils étaient soutenus, retrouver le chemin de l'emploi, un emploi adapté à leurs possibilités ? Combien pourraient voir ainsi reconnue leur dignité ?

Pour atteindre cet objectif, le contrat d'insertion prévu par la loi devra désormais être conclu avec tous les titulaires du RMI. Je propose aussi de rendre le travail plus attractif. Il est injuste et décourageant d'être financièrement pénalisé en retrouvant un emploi, qui est souvent un emploi à temps partiel. Il faut donc instaurer un revenu minimum d'activité, afin que toute reprise du travail s'accompagne d'une hausse de revenu garantie par l'Etat. Voilà ce que peut être un pacte intelligent de solidarité pour que la nation soit une vraie communauté, qu'elle reconnaisse à chacun sa juste place, qu'elle apporte à tous ce qu'aucune autre communauté, pas même la famille, n'a pu apporter. C'est sa mission, sa raison d'être. Elle en a le devoir.

Solidarité avec les familles. Certes, les modèles familiaux, la vie familiale, ont beaucoup changé au cours des dernières décennies. Familles recomposées ou monoparentales. Responsabilité croissante des pères dans l'éducation. Travail de la grande majorité des mères. Evolution du rôle des grands-parents. Enfants majeurs restés au foyer. Mais quels que soient les mille visages de la famille, elle reste le lieu irremplaçable de l'épanouissement personnel, de la transmission des valeurs et des repères, de l'apprentissage des règles de la vie sociale. Le lieu de l'échange et du partage. Le lieu de l'amour qui se donne sans compter.

On a beaucoup parlé ces dernières années du droit de la famille, et il a progressé. Mais le droit ne suffit pas. La famille a des besoins. La nation doit y répondre. Or, la famille n'a plus la place qui lui revient dans nos politiques publiques. Depuis cinq ans, elle a fait les frais d'économies fiscales et elle a été sacrifiée aux besoins financiers créés par les 35 heures.

Pourtant, elle est à la source de toute société, elle porte son avenir. Sacrifier la politique de la famille, ce n'est pas l'idée que je me fais du bonheur des Français et de l'intérêt supérieur de notre nation. Je m'engage à l'inscrire de nouveau au cœur de l'action publique.

Il s'agit d'abord de pouvoir mieux concilier famille et travail.

Pour cela, je veux créer une allocation unique d'accueil du jeune enfant, versée à toutes les mères, qu'elles aient un emploi ou non, et quel que soit le mode de garde. Ainsi, elles pourront choisir plus librement ce qu'elles préfèrent : arrêter pour un temps leur activité professionnelle avec un revenu de substitution, ou la poursuivre, tout en étant mieux aidées pour la garde des enfants.

La dimension familiale doit être également mieux prise en compte au travail. Je veux que les entreprises soient fiscalement incitées à faciliter la vie des parents, en aménageant leur temps de travail, ou en créant des crèches ou des structures d'accueil dans leurs murs.

La nation doit aussi aider les familles en difficulté, confrontées au chômage, à la précarité ou à la violence de leurs enfants. Nous le ferons, notamment, en développant la médiation familiale et en encourageant la création de " maisons de parents ".

Il faut enfin aider les familles à prendre en charge un enfant handicapé. Elles doivent aujourd'hui soulever des montagnes à chaque étape. Scolariser leur enfant. Avoir des structures adaptées pour l'accueillir quand le handicap est lourd. Organiser son avenir et notamment sa vie adulte : autant de soucis obsédants. Pour répondre à ces problèmes, la nation doit reconnaître le droit à la compensation du handicap. Il faut définir pour chaque personne handicapée un projet de vie, et d'abord, pour chaque enfant handicapé, un parcours de scolarité. Trop d'enfants handicapés demeurent en effet exclus de l'enseignement.

C'est ainsi, par une politique volontariste, menée sur tous les fronts, que notre société donnera toute sa place à la famille, jouant avec générosité la carte de l'avenir.

Solidarité entre les générations. Elle ne sera pas convenablement assurée tant que le problème des retraites restera en suspens. L'actuel Gouvernement a pris une lourde responsabilité en ne

... toutes les données sont pourtant connues depuis longtemps. Les premiers déséquilibres financiers sont à l'horizon des prochaines années.

Je veux pour la France un gouvernement qui cesse de se défier des Français au point de reculer toujours devant l'action.

La réforme est possible. Beaucoup d'autres pays l'ont réussie. J'ai confiance que nous saurons nous aussi la mener à bien. La France a la capacité d'avancer. Cette capacité doit être plus forte encore quand il s'agit de sauvegarder la solidarité que la nation doit à tous et de préserver notre cohésion.

Sur cette question, qui angoisse tant de nos compatriotes, une volonté nationale doit s'exprimer dès l'élection présidentielle pour que nous puissions agir sans délai. Nous devons le faire dans la concertation et le dialogue avec tous les acteurs concernés, et notamment les partenaires sociaux. Mais il ne s'agit plus de concerter pour en parler : il s'agit de concerter pour agir, avec la volonté absolue de préserver la retraite par répartition, clé de voûte de notre système. Elle sera garantie par un effort collectif dont l'Etat prendra toute sa part.

Je veux aussi permettre, à ceux qui le souhaitent, de compléter leur retraite par une épargne qui ne sera pas imposable. Seuls les fonctionnaires, aujourd'hui, sont aidés dans leur épargne-retraite. Je veux que, demain, vous puissiez tous bénéficier de la même aide.

Solidarité de la nation face à la santé. Il n'y a toujours pas actuellement une vraie égalité de nos compatriotes dans le domaine de la santé. Bien sûr, les plus pauvres bénéficient de la Couverture Maladie Universelle. Mais qu'en est-il des retraités modestes, des petits salariés, qu'ils appartiennent au public ou au privé, de tous ces Français, qui n'ont pas droit à la CMU et qui ne peuvent pas s'offrir une mutuelle ? Comme souvent, il y a là un effet de seuil au détriment de ceux qui travaillent ou qui ont travaillé. Comme pour l'épargne-retraite, il faut donc les aider à avoir une mutuelle ou une assurance complémentaire.

Solidarité, enfin, avec les générations futures.

Ce que nous faisons ou ce que nous ne faisons pas aura des répercussions directes sur les conditions de vie des générations qui nous suivent. Ce sont elles qui paieront la facture de l'inaction et de l'imprévoyance.

Cela vaut aussi pour l'environnement. Nous sommes tous comptables de la sauvegarde de notre planète, de la préservation de ses ressources naturelles.

Vous savez combien la France se bat dans les enceintes internationales pour que le monde progresse sur la voie exigeante du développement durable.

Mais une politique forte inspirée des principes d'une écologie humaniste, ouverte au progrès, s'impose d'abord sur notre propre sol. Sécurité sanitaire. Sécurité alimentaire. Protection contre les risques industriels. Anticipation de certains risques naturels. Qualité de l'eau et de l'air. Préservation des équilibres entre villes et campagnes. Sauvegarde de nos paysages. Education à l'environnement qui doit faire partie intégrante de l'éducation civique. Sur tous ces fronts, des réflexions doivent être menées, des décisions doivent être prises. Elles seront au cœur d'une Charte de l'Environnement adossée à notre Constitution. Par-delà toutes les alternances démocratiques des décennies à venir, cette charte imposera à tous les décideurs la volonté permanente de la nation de faire respecter le droit à un environnement sain et des principes aussi essentiels que le principe de précaution.

Naturellement, une grande politique de l'environnement, ce n'est pas dresser une catégorie de Français contre une autre. Ce n'est pas déclarer la guerre aux agriculteurs. Ce n'est pas déclarer la guerre aux chasseurs, alors qu'ils sont, pour l'immense majorité d'entre eux, des amis de la nature, qu'ils en connaissent les règles et qu'ils reconnaissent la nécessité de les respecter. Je tiens à le dire ici, en Aquitaine, il faut faire confiance aux chasseurs, dans le cadre d'un dialogue responsable. Et il faut appliquer le principe de subsidiarité qui veut que les problèmes soient traités au plus près des réalités, en évitant les approches théoriques ou technocratiques.

Rassurée et solidaire, la France pourra repartir à la conquête de son avenir. La nation pourra de nouveau pleinement déployer son énergie, sa créativité, son intelligence.

C'est le deuxième grand défi qui s'ouvre à nous. Abordons-le avec confiance, et même avec

enthousiasme : il nous donne les clés de l'avenir.

Aujourd'hui, la France tourne au ralenti. Ce n'est pas normal, et ce ne peut être que provisoire. Qu'attendons-nous pour libérer nos énergies et donner ainsi le meilleur de nous-mêmes ? Nous ne pouvons pas continuer durablement à être parmi les derniers en Europe pour l'emploi et le niveau de vie et parmi les premiers pour les impôts, les charges et les déficits. Ce n'est pas l'idée que je me fais de la France, de son dynamisme, de ses ressources, de son ambition.

Libérer les énergies, c'est bien sûr libérer et récompenser le travail, lever les obstacles à l'emploi, à commencer par les charges excessives qui freinent l'embauche. C'est aussi libérer l'entreprise des entraves réglementaires, alléger les impôts. Je le dis souvent, et je vous en parlerai encore aujourd'hui.

Je veux que s'expriment librement la créativité, la passion d'entreprendre. Je veux que se développent les entreprises, petites, moyennes ou grandes, parce que ce sont elles qui créent les emplois.

Comment y parvenir ? D'abord, en baissant les charges. Ce ne sont pas les salaires directs qui sont trop élevés, bien au contraire puisque leur progression a été anormalement freinée. Ce sont les charges qui, avec les impôts et les réglementations, poussent les investisseurs, dans les secteurs les plus concurrentiels, à délocaliser l'activité. Combien d'emplois ont été supprimés, parce que les entreprises se sont installées ailleurs, parfois chez nos voisins européens ? Combien d'emplois auraient pu être créés, qui ne l'ont pas été ?

La deuxième nécessité, c'est de donner toute sa chance à celui qui crée son entreprise. Outre les difficultés rencontrées avec les banques, il doit faire face à toutes sortes de prélèvements, comme l'URSSAF, alors qu'il n'a pas encore gagné son premier euro. C'est une absurdité économique et un gâchis humain, à rebours de ce qu'il faut faire : soutenir activement la création d'entreprises nouvelles.

Assouplir la mise en œuvre des 35 heures est une autre exigence. C'est une condition indispensable à la survie de beaucoup de commerces et de PME. Mais c'est aussi le souhait de nombreux salariés qui veulent pouvoir travailler un peu plus pour gagner davantage, parce qu'ils ont des enfants à élever, un logement à payer, ou toute autre raison. L'horaire légal restera fixé à 35 heures, mais l'application des textes sera assouplie, dans le cadre d'un dialogue entre les partenaires sociaux, en tenant compte de la diversité des situations et des aspirations des salariés.

Enfin, les Français doivent pouvoir recueillir les fruits de leur travail, trop souvent confisqués par des prélèvements obligatoires excessifs. Il faut que nos compatriotes aient des raisons de travailler, de consentir des efforts, de prendre des risques. Il est aberrant d'amener certains d'entre eux, à force d'impôts, à réduire leur activité. Cela revient à jouer contre notre pays. Pour moi, je le dis nettement, la baisse des impôts est une obligation incontournable.

La libération des énergies, c'est une politique d'ensemble.

C'est l'énergie économique. Je viens de l'évoquer.

C'est aussi l'énergie scientifique, celle qui porte notre Recherche. Notre puissance d'invention peut être un atout formidable pour l'avenir. La France, dans bien des domaines -recherche médicale, technologies de l'information, aéronautique et espace, sciences du vivant, sciences de l'environnement- a vocation à être pionnière. Beaucoup se joue dans la qualité, l'audace, le rayonnement de notre Recherche. En termes industriels, économiques bien sûr, mais aussi en termes d'influence dans le monde et de réussite nationale. Etre chercheur doit devenir plus attractif et plus valorisant. Nous avons besoin d'une Recherche correctement financée, modernisée dans son fonctionnement, dans ses structures. La nation doit assurer à nos chercheurs un revenu, des conditions de travail qui ne les incitent pas à s'installer ailleurs. Nous devons faire le pari de l'intelligence créative.

Energie culturelle aussi. La culture est l'affaire de tous. Il est temps de soutenir tous ceux, simples particuliers ou entreprises, qui veulent agir pour faire connaître nos artistes, nos écrivains, pour faire rayonner notre culture. Faciliter la création des fondations. Simplifier la reconnaissance d'utilité publique. Profiter de l'ouverture du capital des entreprises publiques pour accroître la

force de trappe de leurs fondations culturelles. Réformer la fiscalité afin de permettre un véritable essor du mécénat. Accompagner le développement des industries culturelles. Porter, au sein de l'Europe, un projet culturel protégeant nos créateurs, nos auteurs, assurant la circulation des oeuvres, favorisant l'émergence d'industries de programmes capables d'affronter la mondialisation. Bâtir, en bref, un espace culturel européen qui tiendra toute sa place dans le dialogue des cultures.

Voilà ce que doit faire la France pour que s'exprime son génie.

Voilà quelques-unes des énergies que nous devons et que nous pouvons libérer pour que la France soit elle-même, pour que vive l'ambition française.

Mes Chers Amis,

Demain, par votre vote, vous allez choisir le chemin dans lequel la France va s'engager pour cinq ans.

C'est un choix majeur.

Nous pouvons rester englués dans l'étatisme, dans le renoncement aux réformes face aux corporatismes et aux intérêts particuliers.

Je vous propose au contraire de mobiliser toutes les forces de la Nation, toutes nos énergies, pour qu'une France nouvelle prenne son envol. Une France qui assure sa sécurité, intérieure comme extérieure. Une France qui protège ses citoyens. Une France qui s'adapte, qui prépare son avenir en faisant les réformes qui doivent être faites. Une France qui conforte toutes les solidarités. Une France créative, audacieuse, allante. Capable de porter le rêve français et le rêve européen. Capable de défendre ses valeurs et sa vision du monde.

Ce projet pour la France, je m'engage à le faire vivre dans une démocratie renouée et rassemblée. Une démocratie vivante. Une démocratie participative où, à tous les niveaux et partout, par le dialogue, par la consultation, par le respect, chacun pourra trouver sa place.

Après l'élection présidentielle, viendront les élections législatives. Je m'engagerai avec force pour qu'une majorité nouvelle donne à notre pays les moyens de la réforme et de l'action.

Dès la formation du nouveau gouvernement, le dispositif permettant de maîtriser l'insécurité sera mis en place : un Conseil de sécurité intérieure, un ministère de la sécurité, des groupements opérationnels d'intervention et de soutien.

Le Parlement sera réuni en session extraordinaire dès le début de l'été. Il adoptera deux grandes lois de programme, l'une pour les forces de l'ordre, l'autre pour la justice, afin notamment de créer la justice de proximité et de mettre en place les centres fermés que j'ai proposés.

Au cours de la même session, le Parlement se prononcera sur la baisse de 5 % de l'impôt sur le revenu de 2001 payable en 2002 et sur la première étape de la baisse des charges sociales.

Enfin, dès cet été, le nouveau gouvernement engagera la concertation sur la réforme des retraites et donnera l'impulsion aux grandes négociations entre les partenaires sociaux : sur l'assurance-emploi, avec l'ouverture à tous les salariés d'un compte personnel de formation, sur l'égalité professionnelle des femmes et des hommes et sur l'assouplissement des 35 heures.

Chaque année, l'exécution du contrat passé lors de l'élection présidentielle avec les Françaises et les Français fera l'objet d'un rapport que le Gouvernement soumettra au Parlement. Un débat aura lieu. Le Gouvernement mettra en jeu son existence en engageant sa responsabilité.

Voilà l'engagement que je prends devant vous.

Un grand combat nous attend. Je suis heureux de le mener avec vous. Vous le savez, comme vous, j'ai la passion de la France. Je crois en son avenir. Je crois en la politique, c'est-à-dire en notre capacité collective de maîtriser notre destin.

Je compte sur vous.

Vive Bordeaux,

Vive la République,

Vive la France.